



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.06.21/695

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau du chemin de Forville 71b du 19 juin 2023 au 8 juillet 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 14 juin 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau du chemin de Forville 71b du 19 juin 2023 au 8 juillet 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Article 2 : Le stationnement est autorisé pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-

signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 21 juin 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

Par délégation,
Béatrice CHEVALIER
Directrice Générale des Services

René MICHEL



Transmis-le : 28 JUIN 2023
Notifié le :



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.06.21/696

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue Georges Pompidou 71l du 19 juin 2023 au 8 juillet 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 14 juin 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue Georges Pompidou 71l du 19 juin 2023 au 8 juillet 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Article 2 : Le stationnement est autorisé pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-

signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 21 juin 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

Par délégation,
Béatrice CHEVALIER
Directrice Générale des Services

René MICHEL



Transmis-le :

Notifié le :

28 JUIN 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.06.21/697

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue du 159° RIA 55a du 19 au 30 juin 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 14 juin 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue du 159° RIA 55a du 19 au 30 juin 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Article 2 : Le stationnement est autorisé pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-

signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

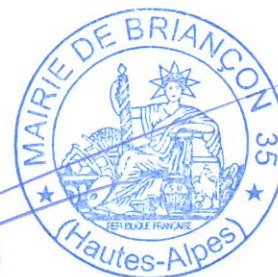
Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 21 juin 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,
Par délégation,
Béatrice CHEVALIER
Directrice Générale des Services

René MICHEL



Transmis-le : **28 JUIN 2023**
Notifié le :



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.06.21/698

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue de la République et du chemin Vieux 59b du 19 au 30 juin 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. Travaux effectués entre 19h et 6h.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 14 juin 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue de la République et du chemin Vieux 59b du 19 au 30 juin 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. Travaux effectués en 19h et 6h.

Article 2 : Le stationnement est autorisé pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-

signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 21 juin 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

Par délégation,
Béatrice CHEVALIER
Directrice Générale des Services

René MICHEL



Transmis-le :
Notifié le : 28 JUIN 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.06.21/699

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue de la République et du chemin Vieux 62c du 19 au 30 juin 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. Travaux effectués entre 19h et 6h.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 14 juin 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue de la République et du chemin Vieux 62c du 19 au 30 juin 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. Travaux effectués en 19h et 6h.

Article 2 : Le stationnement est autorisé pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-

signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 21 juin 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

Par délégation,
Béatrice CHEVALIER
Directrice Générale des Services

René MICHEL



Transmis-le :
Notifié le : 28 JUIN 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.06.21/700

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue de Maurice Petsche 62a du 19 au 30 juin 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. Travaux effectués entre 19h et 6h.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 14 juin 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue de Maurice Petsche 62a du 19 au 30 juin 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. Travaux effectués entre 19h et 6h.

Article 2 : Le stationnement est autorisé pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-

signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 21 juin 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

Par délégation,
Béatrice CHEVALIER
Directrice Générale des Services

René MICHEL



Transmis-le : 28 JUIN 2023
Notifié le :



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.06.21/701

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue de Maurice Petsche 58d du 19 au 30 juin 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. Travaux effectués entre 19h et 6h.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 14 juin 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de l'avenue de Maurice Petsche 58d du 19 au 30 juin 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles. Travaux effectués entre 19h et 6h.

Article 2 : Le stationnement est autorisé pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-

signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 21 juin 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

Par délégation,

Béatrice CHEVALIER

Directrice Générale des Services

René MICHEL



Transmis-le :
Notifié le : 28 JUIN 2023



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.06.21/702

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue Albert Bourges 49b du 19 juin 2023 au 8 juillet 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 14 juin 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT dans le cadre du déploiement de la fibre optique au niveau de la rue Albert Bourges 49b du 19 juin 2023 au 8 juillet 2023 : aiguillage, tirage et raccordement de câbles souterrains et aériens à l'aide d'engins mobiles.

Article 2 : Le stationnement est autorisé pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt de matériaux sur les trottoirs et accotements. La chaussée sera rétrécie et une gêne ponctuelle peut-être occasionnée.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-

signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du corps de police urbaine,
- le responsable de la police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les services techniques communaux,
- l'entreprise AZURCONNECT.

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B.

Fait à Briançon, le 21 juin 2023.

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

Par délégation,
Béatrice CHEVALIER
Directrice Générale des Services

René MICHEL



Transmis-le : 28 JUN 2023
Notifié le :



ARRÊTÉ DU MAIRE N°2023.06.21/705

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT afin d'effectuer des travaux de tirage de de raccordement de câbles fibre sur l'Avenue Général Barbot du 22.06.23 au 26.06.23.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.7,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise AZURCONNECT le 20 juin 2023,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin d'assurer le bon déroulement de travaux, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation délivrée à l'entreprise AZURCONNECT afin d'effectuer des travaux de tirage de de raccordement de câbles fibre sur l'Avenue Général Barbot du 22.06.23 au 26.06.23.

Article 2 : Le stationnement est autorisé pour les véhicules de chantier ainsi que pour effectuer le dépôt des matériaux sur des places de livraison. La circulation des véhicules sera régulée par un alternat manuel, une gêne ponctuelle pourra être causée et la chaussée sera rétrécie. La voirie et les bas-côtés doivent rester libre aux engins de déneigement en cas de chutes de neige.

Article 3 : Le responsable de l'entreprise AZURCONNECT assurera un nettoyage régulier du chantier ainsi que la remise en état des lieux. Les frais pouvant être engagés, pour remédier aux manquements et/ou aux sinistres constatés, lui seront facturés.

Article 4 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire de chantier par l'entreprise

AZURCONNECT conformément aux textes en vigueur et conforme à l'arrêté de circulation.

Article 5 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 6 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 8 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du Corps de Police Urbaine,
- le Responsable de la Police Municipale,
- le Directeur des Services Techniques,
- les Services Techniques Communaux
- l'entreprise AZURCONNECT

Article 9 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours Principal,
- la C.C.B,
- l'entreprise AZURCONNECT

Fait à Briançon, le 22 juin 2023

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

Par délégation,
Désirée CHEVALLER
Directrice Générale des Services

René MICHEL



Transmis-le :

Notifié le : **28 JUIN 2023**